

Intervention



Le R.O.C.Q.T, ce n'est qu'un début...

Marc-Olivier Rainville et Jacques Charbonneau

Numéro 15-16, 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/57448ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Intervention

ISSN

0705-1972 (imprimé)

1923-256X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Rainville, M.-O. & Charbonneau, J. (1982). Le R.O.C.Q.T, ce n'est qu'un début...
Intervention, (15-16), 37–37.

Tous droits réservés © Les Éditions Intervention, 1982

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Le "R.O.C.Q.", ce n'est qu'un début...

En novembre 1981, quelques organismes culturels se mobilisèrent pour dénoncer une exposition qui avait lieu au Musée des Beaux-Arts de Montréal. Le scandale «Lorgiellière», comme cette affaire fut par la suite connue, était motivé, non pas par la qualité de la présentation elle-même, mais par les coûts pharamineux qu'elle imposait aux contribuables. Suite à la protestation de ces organismes, qui tout au long de l'exposition organisèrent une manifestation permanente de sensibilisation, le gouvernement et les médias s'emparèrent de l'histoire. Certains quotidiens, tels **La Presse** et **la Gazette**, se portèrent à la défense de la vénérable institution. Cependant, le déficit de l'événement était tel, que le ministère des Affaires culturelles dut intervenir, donnant ainsi suite à la plainte des artistes.

Devant le succès de leur action — succès qui fut cependant désamorcé en partie par les comptes rendus bien orchestrés des médias qui attaquèrent la position des artistes — les intervenants ayant participé à cette action réalisèrent que leur solidarité autour d'une revendication commune avait incité le gouvernement à prendre position. Même si beaucoup des revendications ont été négligées, les démissions qui ont suivi au Musée et les contrôles subséquents imposés par le gouvernement prouvèrent à la population qu'il y avait effectivement anguille sous roche au Musée.

Après cette première implication commune d'artistes et d'organismes culturels, le Comité provisoire d'étude et d'action de la Manifestation permanente «Lorgiellière» décida de poursuivre ses réunions. Jusqu'à ce moment le Front Commun était composé de quelques associations d'artistes en arts visuels: la S.A.A.V.Q., le Conseil de la Gravure, le Conseil des Arts Textiles et la galerie Motivation V. Le consensus qui suivit entre les différents membres fut d'élargir le front actuel et d'inclure à celui-ci des représentants de toutes les disciplines artistiques et de former une association commune.

Pour ce faire, on convoqua à une réunion d'information plus d'une dizaine d'associations; ce soir-là, le 13 décembre 1981, on s'entendit pour mettre sur pied le «Front commun des travailleurs(euses) culturels(les)». Les membres de Motivation V, qui étaient impliqués depuis le début dans le regroupement, ont décidé à ce moment de chercher un mode de financement qui provienne du milieu et soit ainsi libre de toute

ingérence gouvernementale. Une exposition-encan-bénéfice intitulée «Gens de Chez-Nous» fut mise sur pied. Plus d'une centaine d'artistes québécois y participèrent en faisant le don d'une oeuvre. L'encan eut lieu en janvier et permit de remettre \$6,300 à la caisse du futur regroupement. De plus, le public et la communauté furent largement informés des efforts de regroupement entrepris.

Une nouvelle réunion fut tenue pour préciser les objectifs et le fonctionnement. Un nouveau comité provisoire fut élu. Son mandat était de procéder aux démarches d'incorporation et de sensibilisation de la communauté. Le **R.O.C.Q.** était né!

Aujourd'hui, deux mois après la mise sur pied du comité provisoire du R.O.C.Q., des résultats tangibles ont été atteints. Les démarches d'incorporation vont bon train, une plate-forme de revendications communes à tous les travailleurs(euses) culturels(les) a été rédigée et des contacts sont faits dans la communauté.

Parallèlement à cet effort de regroupement dans la communauté culturelle, on assiste à la même époque à un regroupement des organismes syndicaux et populaires. Ces groupes se rencontreraient pour la première fois en 1980 lors d'un premier Sommet Populaire tenu à Montréal. Cette année pour le deuxième Sommet Populaire, la rencontre a été élargie en invitant les organismes culturels.

Le R.O.C.Q. était au rendez-vous. Ses représentants ont fait élire un de leurs membres, Pierre Prévost, des films du Crépuscule, au Conseil exécutif du Sommet. La plate-forme des revendications culturelles du Sommet a été amendée pour y inclure la reconnaissance des luttes que mène le R.O.C.Q. dans le domaine culturel.

Le R.O.C.Q. est déterminé à être le représentant privilégié des organismes culturels au sein du Sommet Populaire. Des contacts ont été pris avec les représentants des organismes culturels présents à la rencontre du Sommet.

Le 4 mai se tiendra un atelier de discussion à la galerie Motivation V, portant sur les problèmes d'organisation, de structure et de financement dans le milieu culturel. Nous invitons les organismes culturels à nous contacter à La galerie Motivation V, 1447, rue de Bleury, Montréal, P.Q., inf.: (514) 845-5962.

**Marc-Olivier Rainville
Jacques Charbonneau**

Le R.O.C.Q. se propose, entre autre, de remettre en question les principales politiques gouvernementales et de mettre en oeuvre les moyens d'actions appropriés qui en découlent.

De la même façon, les revendications et les problèmes de chaque organisme seront étudiés et constitueront la base des actions concrètes pour protéger et faire valoir les droits de la majorité des intervenants culturels.

Le R.O.C.Q. invite tous les organismes intéressés à venir mettre en commun leurs principaux objectifs. Pour une union des forces lorsque viendra la moment de faire valoir nos droits.

PADD

Political Art Documentation/Distribution

P. O. Box 2064, Grand Central Station, New York, New York 10163

PADD EST UN RESEAU ET UN CENTRE DE RESSOURCES A DESTINATION ET EN PROVENANCE DE LA VILLE DE NEW YORK. NOTRE BUT PRINCIPAL EST DE FOURNIR A L'ARTISTE UNE RELATION ORGANISEE AVEC LA SOCIETE. DE DEMONSTRER L'UTILITE POLITIQUE DE L'IMAGERIE ET DE FOURNIR UN CADRE A L'INTERIEUR DUQUEL DES ARTISTES PROGRESSIFS PEUVENT DISCUTER ET DEVELOPPER DES ALTERNATIVES PAR RAPPORT A L'ART OFFICIEL.

Charcuterie
fine
BARDOU

- PATISSERIE FRANCAISE
- PAIN FRANCAIS
- FROMAGE
- IMPORTATIONS
- FRUITS ET LEGUMES
- PANIERS DE FRUITS
- CHARCUTERIE FINE
- VIANDE DE CHOIX

1040, avenue Cartier
Québec G1R 2S4
Tél.: 525-8135